Économie : les principes qui guident notre programme

Le 18-04-2022

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Pour notre Parti, les politiques économiques doivent avoir pour but de développer la prospérité générale dans certaines limites collectivement admises, non seulement en préservant l'environnement, mais en réparant ce qui a été saccagé. Pour y parvenir, c'est toute la conception de l'économie qui doit changer, et qui doit même être révolutionnée. En premier lieu, la propriété des grands moyens de production doit changer de mains afin de préparer efficacement la sortie du capitalisme. *« L'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie »*, pour reprendre l'expression du programme du Conseil national de la Résistance (CNR), viendra compléter la nationalisation du système bancaire et financier (voir partie II de notre programme) et celle des grands médias. Elle permettra de mettre en œuvre un programme de réindustrialisation articulé à une mutation écologique, sociale et démocratique des modes de production et de consommation. Les mesures protectionnistes prises dans le cadre rénové de la Charte de La Havane de 1948 consolideront l'ensemble. La planification démocratique du développement national sera organisée au sein d'un nouveau ministère dédié à cette fonction : le ministère du Plan. Sans propriété sociale des grands moyens de production, la souveraineté populaire et la souveraineté nationale ne seraient que des formules creuses.
Notre perspective est bien de sortir d'une civilisation pour en créer une autre.

Une conception et une organisation de l'économie reposant sur 7 principes fondamentaux

L'emploi des termes « économie » ou « économique » est entaché de nombreuses ambiguïtés et même de profondes contradictions, le plus souvent involontaires, mais aussi parfois parfaitement conscientes. Tout le monde ne met pas le même contenu derrière ces mots qui peuvent avoir parfois un sens contradictoire. Plus grave, l'idéologie néoclassique a perverti le sens originel du terme « économie ». C'est pourquoi nous voulons clarifier ce débat et définir ce que nous entendons par « économie ». Cette définition nous mettra sur un terrain solide pour présenter nos 7 principes fondamentaux de politique économique. Nous parlons bien ici de principes de « politique » économique, autrement dit de l'action de l'État pour diriger l'économie. L'État est constitué de l'ensemble des administrations et des moyens qui relèvent de son périmètre, sous le contrôle du gouvernement qui, lui-même, repose sur la confiance du parlement, et qui à son tour doit être activé et placé sous le contrôle vigilant du peuple mobilisé.
Dans notre projet, il ne s'agit plus du même État, ni de la même économie que ceux que nous connaissons aujourd'hui et qui nous accablent. Diriger l'économie ne relève pas d'un simple programme, même si un tel instrument est évidemment indispensable. Des principes fondamentaux sont nécessaires pour guider l'action dans une perspective longue, dégagée des contingences de court-terme, même si le court-terme, la conjoncture, sont aussi des paramètres à prendre en compte. Au total, les programmes peuvent changer, mais les principes demeurent.

Notre définition de l'économie

Entre autres exemples, le dictionnaire Larousse illustre bien la confusion qui règne autour du mot « économie ». Pour lui, « l'économie » est :

- « L'ensemble des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses.
- La gestion où on réduit ses dépenses, où on évite des dépenses superflues, ce qu'on épargne, qu'on évite de dépenser. » « économie », habituellement employé pour décrire un certain type d'activité humaine, combine deux significations.

Cette définition du Larousse – ou plus exactement cette double définition – illustre bien la confusion

des deux significations du terme « économie ». Car ces deux définitions sont à la fois vraies et fausses. Elles sont vraies car les activités de production, de distribution, de consommation, relèvent d'une activité que l'on peut à juste titre qualifier d'économique. Parallèlement, « économiser » pour dépenser moins afin d'épargner – faire des « économies » - est également une véritable activité qui a une indéniable réalité. Toutefois, ces deux définitions sont également fausses. Concernant la première, on ne peut qu'être frappé par l'absence de sens donné à la production, la distribution et la consommation. Pourquoi produire, distribuer, consommer ? Ces activités n'ont-elles aucun but ? Ne s'exercent-elles que pour elles-mêmes ? C'est l'absence de réponse à ces questions essentielles, sous l'effet de l'idéologie néoclassique, qui va conduire à l'autonomisation progressive de l'activité économique par rapport à la société, à son « désencastrement ». L'économie devient alors un but en soi, un moyen qui est sa propre fin, on produit pour produire, on consomme pour consommer, car c'est le moyen du profit. Or si l'on produit, distribue, consomme, c'est avant tout pour assurer la subsistance de la population. Telle est, pour nous, la raison d'être essentielle de l'économie.
Concernant la seconde définition de l'« économie » donnée par le Larousse, elle n'a aucun rapport avec la première, il n'existe aucun lien entre le fait d'assurer la subsistance de la population et de faire des économies. C'est pourtant cette définition que l'idéologie néoclassique va mettre en avant, l'économie devenant pour elle la gestion de la rareté et de la pénurie.
Toute tentative visant à expliquer la place qu'occupe l'économie dans la société doit donc partir du fait que le terme « économique », ou « économie », habituellement employé pour décrire un certain type d'activité humaine, combine deux significations.

Première signification de « l'économie » : fournir la subsistance à la société

Aristote donne au terme « économie » un sens « substantiel », c'est-à-dire le processus institutionnalisé d'interactions entre l'homme et son environnement, destiné à fournir à la société ses moyens d'existence, sa subsistance, au sens large du terme. Toute société possède une économie dans le sens où il lui faut bien, au minimum, nourrir, vêtir, abriter ses membres. L'activité économique résulte des exigences physiques et matérielles de la production pour répondre à ces besoins vitaux, indépendamment du fait que les moyens sont suffisants ou insuffisants.
Les êtres humains, comme tous les autres êtres vivants, ne peuvent vivre durablement sans un environnement physique où ils trouvent leur subsistance. Là se trouve l'origine de la définition « substantielle » de ce qui est économique. Cette définition vient de la dépendance de l'être humain vis-à-vis de la nature et des autres êtres humains pour obtenir sa subsistance. Il doit sa survie à une interaction institutionnelle avec son environnement naturel. Ce processus, c'est l'économie, qui fournit à l'être humain les moyens de pourvoir à ses besoins matériels. Cela ne signifie pas que les besoins qu'il faut satisfaire sont exclusivement physiques ou matériels, comme la nourriture et l'habitat. Ce sont les moyens, et non les besoins, qui sont matériels. Peu importe que les objets utiles servent à prévenir la famine ou aient des fins éducatives, militaires ou religieuses. Tant que la satisfaction des besoins dépend d'objets matériels, la référence est économique. Économique ne signifie rien d'autre ici que se rapportant au processus de satisfaction des besoins matériels.
Aristote, dans son ouvrage intitulé *Politique*, conteste l'idée que la subsistance de l'homme, en tant que telle, pose un problème de rareté. Pour lui la véritable richesse d'une maisonnée ou d'un État, ce sont les biens nécessaires à la vie, que l'on peut entreposer et qui peuvent se conserver. Ce ne sont que des moyens pour une fin. Comme tous les moyens ils sont naturellement limités et déterminés par leurs fins. Dans la maisonnée, ce sont les moyens de l'existence ; dans l'État ce sont les moyens de la *« vie bonne »*. Les désirs et les besoins humains ne sont donc nullement limités, ce sont les moyens qui peuvent l'être. Les animaux ne trouvent-ils pas, dès leur naissance, la subsistance naturelle que leur réserve leur environnement ? Les êtres humains, également, ne trouvent-ils pas leur subsistance dans le lait de leur mère et, ensuite, dans leur environnement ?
Pour Aristote, l'économie est donc le processus institutionnalisé qui permet d'assurer la subsistance

des membres de la société. L'économie ainsi définie possède alors deux niveaux : l'interaction entre l'être humain et son environnement (la nature et les autres êtres humains), et l'institutionnalisation de ce processus (le droit, l'État, les institutions…). Dans ce cadre, la production est le mouvement ordonné de tous les moyens matériels en direction du moment de la subsistance qui est celui de la consommation. Au total, l'économie humaine est un processus institutionnalisé d'interactions qui a pour finalité de fournir les moyens matériels de la société. Telle est la définition avec laquelle le Parti de la démondialisation se trouve en accord.
Mais cette définition, c'est-à-dire l'économie comme processus destiné à assurer la subsistance de l'être humain, se heurte à un obstacle considérable. C'est celui d'une habitude de pensée fortement ancrée, représentative du type d'économie produit par le XIXe siècle et des conditions de vie qu'il a engendrées dans toutes les sociétés industrialisées. Cette mentalité est celle de l'esprit de marché. Beaucoup assimilent l'économie humaine en général à sa forme de marché. La dimension physique des besoins de l'homme appartient à la condition humaine ; aucune société ne peut exister sans une forme quelconque d'économie substantielle. Il ne faut donc pas confondre les moyens (l'économie) et les fins (la subsistance). Or l'aspect substantiel est tombé dans l'oubli, poussé par l'idéologie néoclassique.

Seconde signification du terme « l'économie » : gérer la rareté

Pour l'économie néoclassique, l'économie est l'allocation de moyens rares en vue d'assurer la subsistance de l'homme. L'économie est l'activité économisatrice qui découle de la rareté de moyens. L'être humain se réduit alors à n'être qu'un individu sur le marché. Certes il a des désirs et des besoins. Mais seuls comptent ceux que la monnaie peut satisfaire sur les marchés. Les désirs et les besoins eux-mêmes sont en outre restreints à ceux d'individus isolés, il n'existe pas de besoins collectifs. En conséquence, par définition, l'idéologie néoclassique ne reconnaît d'autres désirs et besoins que ceux qui sont présents sur les marchés, et elle ne considère comme être humain personne d'autre que l'individu isolé. Ce qui compte pour cette idéologie, ce n'est pas la nature des désirs et des besoins humains, mais uniquement la description d'une situation de marché comme une situation de rareté. Elle ne prend en compte que les échelles de valeurs marchandes d'individus isolés agissant sur des marchés, s'ils sont solvables.

Ces deux concepts hétérogènes ont été fusionnés en un seul

Les deux significations qui viennent d'être présentées n'ont rien en commun. Le concept habituel « économique » est donc un amalgame de deux significations distinctes. Une telle confusion revient à identifier l'économie humaine à sa forme de marché, à confondre les moyens et les fins. Pour éliminer ce préjugé il faut par conséquent opérer une clarification radicale du sens du terme « économique ».

Ré-encastrer l'économie dans la Nation et la démocratie

L'activité économique suscitée par le capitalisme depuis le XIXe siècle s'est autonomisée et désencastrée de la société. Pourtant les sociétés ont toujours été marquées historiquement par l'encastrement des activités économiques dans les rapports ou les institutions non économiques, empêchant l'autonomisation perverse de l'économie, et soumettant la recherche de la subsistance de la société à des motivations non principalement lucratives. Le système économique capitaliste du XIXe siècle s'est institutionnellement distingué du reste de la société. Dans une économie de marché, et plus encore dans une société de marché, la production et la répartition des biens matériels sont réalisées par un système autorégulé de marchés, régi par ses propres lois, les prétendues lois de l'offre et de la demande. Dans ce système, la motivation individuelle repose en

dernière analyse sur deux incitations élémentaires : la peur de la faim pour les classes inférieures et l'espoir du gain pour les classes supérieures. Cet arrangement institutionnel est ainsi séparé des institutions non économiques de la société comme l'organisation des liens familiaux, les systèmes politiques ou religieux. La participation des individus au système n'est plus définie par les liens du sang, ni par la contrainte légale, ni par le devoir religieux, ni par l'allégeance féodale, ni par la magie, ni par des mécanismes de délibération publique comme ce pourrait être le cas dans une démocratie. Elles résultent au contraire d'institutions comme la propriété privée des moyens de production et le système du salariat, qui fonctionnent à partir d'incitations exclusivement économiques. Ainsi devient-il possible de faire du profit sur l'activité économique fondamentale qui consiste à assurer la subsistance de la population.

C'est cela qu'il faut remettre en cause en adoptant comme orientation générale de politique économique l'objectif radical de ré-encastrer l'économie dans la société et la démocratie.
La conséquence logique de cette analyse est la nécessité de la totale résorption du système économique dans la démocratie. Les activités économiques – et donc les entreprises – doivent être soumises à la réglementation politique de la société, conformément aux exigences de la liberté dans une société qui se veut démocratique. Des marchés y auront toute leur place, pour des produits et services, mais non pour la détermination des revenus liés au travail, à la terre, à la monnaie et au commerce international. La prétendue autorégulation de l'économie de marché sera remplacée par une combinaison plus efficace et plus juste de la production et de ses choix, de la distribution et de la redistribution. Le tout marché du XXe siècle sera abandonné, nous pourrons enfin entrer dans une société plus humaine, ce que l'on doit attendre d'un socialisme du XXIe siècle.

Les 7 principes fondamentaux qui découlent de cette analyse sont les suivants :

- Principe 1 : Organiser la délibération publique pour définir les besoins de la population.
- Principe 2 : Définir les domaines stratégiques nécessaires à la satisfaction des besoins de la population et planifier leur mise en œuvre.
- Principe 3 : Transférer ou restituer à la nation les entreprises stratégiques.
- Principe 4 : Engager la transformation des modes de productions pour préserver l'environnement et les éco-systèmes.
- Principe 5 : Sortir le travail, la terre, la monnaie et le commerce international de l'univers du marché.
- Principe 6 : Éradiquer l'esprit et la mentalité de marché, promouvoir les valeurs de coopération et de solidarité, réhabiliter les critères non marchands de gestion des entreprises publiques.
- Principe 7 : Encourager la maîtrise des entreprises par le salariat (coopératives de production).

Nous détaillons ces 7 principes dans les articles associés

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire